

Communiqué de presse – le 4 mai 2021

Le CLER se retire des rencontres digitales du réseau FAIRE

Pour la première fois, le CLER-Réseau pour la transition énergétique ne participera pas aux rencontres digitales du réseau national FAIRE, organisées par l'ADEME ce mardi 4 mai. Une décision exceptionnelle qui découle de l'absence de réponse du Gouvernement à nos interpellations. Nos alertes sur les difficultés rencontrées par les conseillers FAIRE au quotidien, aux plans humains comme techniques, sont pour l'heure restées vaines. Sans ce dialogue avec les acteurs de terrain de la rénovation énergétique, le Gouvernement ne pourra mener aucune politique efficace et ambitieuse de rénovation énergétique de l'habitat.

Le 31 mars, les Espaces FAIRE bretons (anciens "Espaces Info Energie"), réunis au sein du réseau Breizh ALEC, ont adressé à la ministre du logement Emmanuelle Wargon un courrier cosigné par 20 collectivités bretonnes, avec le soutien de la Région Bretagne, premier porteur associé du programme SARE. Ce courrier est resté à ce jour sans réponse, alors qu'il alertait sur l'état de saturation des conseillers et sur la dégradation du service public d'accompagnement à la rénovation énergétique, suite au déploiement du programme SARE et au lancement de MaPrimeRénov'. D'autres courriers similaires ont suivi émanant de la Région Occitanie, de la Métropole de Grenoble...

À moyens constants, les conseillers FAIRE enregistrent en Bretagne, comme dans la plupart des autres régions, 4 fois plus de demandes qu'en 2020, à traiter avec des outils numériques défaillants, et selon des modalités de suivi administratif et financier chronophages. Démunis, ils font face au quotidien à des usagers de plus en plus mécontents, désorientés par les outils de simulation d'aides inadaptés, auxquels ils prodiguent des conseils au rabais. Leur métier se vide de sens au moment même où la société en a le plus besoin !

Le CLER-Réseau pour la transition énergétique, qui fédère historiquement 110 Espaces Conseil Faire, a publié le 27 avril une déclaration de soutien à la démarche bretonne et a sollicité une intervention lors des Rencontres digitales FAIRE, afin d'aborder cette situation directement avec la Ministre. Son refus a été immédiat.

Face à l'impossibilité d'un véritable dialogue sur l'avenir des centaines de conseillers, chevilles ouvrières de la politique de rénovation énergétique, le CLER-Réseau pour la transition énergétique a décidé de ne pas participer à cet événement national. Il a invité tous ses adhérents à faire de même. Objectif : alerter le Gouvernement sur l'urgence de la situation et la nécessité d'engager une véritable co-construction de l'accompagnement à la

rénovation énergétique de l'habitat. L'État doit ouvrir les yeux sur les difficultés des acteurs de terrain. Des mesures d'urgence et une véritable concertation sur l'avenir du service public d'accompagnement à la rénovation énergétique sont indispensables. De simples aménagements ne pourront en aucun cas régler les problèmes rencontrés.

Pour Jean-Baptiste Lebrun, directeur du CLER-Réseau pour la transition énergétique :

« Le Gouvernement doit restaurer le dialogue et se nourrir de l'expérience et du professionnalisme des acteurs de terrain. C'est la seule issue pour ne pas mener la rénovation énergétique droit dans le mur. »

Contact presse :

Stéphanie Cayrol, responsable de la communication
stephanie.cayrol@cler.org, 06 63 75 33 89